

LE MONDE VU DE MOSCOU | REPRÉSENTATIONS ET SITUATIONS GÉOPOLITIQUES



Le 14 octobre 2014, John Kerry et Sergueï Lavrov se rencontreront à Paris pour discuter de la situation géopolitique dans l'Est ukrainien. Ensuite, les présidents russe et ukrainien se retrouveront à Milan, les 16 et 17 octobre, sous l'égide de l'Europe. Alors que la diplomatie tente de dénouer le conflit avec la Russie, il faut conserver à l'esprit la manière dont les dirigeants russes voient le monde. Les perceptions et représentations de la Russie sont marquées par la volonté de puissance et le revanchisme à l'encontre de l'Occident.

Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More

« Après la victoire du capitalisme libéral-démocrate dans la guerre froide, il semblait que cette victoire était définitive. Dix-quinze ans plus tard, il est apparu que la compétition n'était pas terminée. »

Sergueï Karaganov

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine et l'actuel climat de « paix froide » interrogent sur la manière dont les dirigeants russes voient le monde et le pensent. De fait, les rapports de puissance sont aussi des confrontations entre les représentations géopolitiques qui justifient et englobent les grandes stratégies des acteurs de la scène internationale. Il faut les prendre au sérieux, l'analyse géopolitique consistant à saisir ces représentations de soi et du monde, à étudier leur articulation avec les dispositifs diplomatico-stratégiques et les politiques de puissance qui sont mises en oeuvre. A cet égard, la Russie constitue un « cas » géopolitique particulièrement intéressant, et ce du fait de l'immensité des espaces considérés et des temps longs de son histoire.

En partie hérité de la période soviétique, le discours géopolitique des dirigeants russes pose Moscou en puissance de tout premier rang, rivale des États-Unis et de l'Occident. Dans une vision du monde plus tripartite que multipolaire, la Russie serait appelée au rôle de puissance tierce, entre la Chine populaire d'une part, l'ensemble américano-occidental d'autre part. Mise en exergue par les néo-eurasistes, l'aire eurasiatique est présentée comme constituant la base continentale d'une politique d'envergure mondiale. Au vrai, la Russie est d'abord une puissance eurasiatique et c'est dans l'aire post-soviétique que se joue sa destinée géopolitique, d'où l'insistance portée sur l'Union eurasienne. Le révisionnisme géopolitique de la Russie induit une relation d'hostilité à l'encontre de l'Europe.

| La Russie comme « État-monde » et ses ambitions planétaires

| Les rémanences soviétiques et la focalisation russe sur le « paramètre » américain

La Russie en tant que formation politique est l'héritière d'un long passé, non sans ruptures historiques, et ses ambitions sont mondiales, ce qui conduit à commencer par ce niveau d'analyse. Saisie sur la longue durée, l'histoire russe est faite de cycles de puissance qui alternent phases d'expansion et phases de dépression, à la manière des cycles Kondratiev que l'histoire économique identifie. Ces cycles sont eux-mêmes sous-tendus par la quête de puissance, ce que l'on nomme en russe la « *derjava* ». Il s'agit là d'une tendance lourde, d'un *trend* séculaire. Rappelons simplement la prophétie de Philotée sur la Troisième Rome au XVI^e siècle, le messianisme politique incarné par Ivan le Terrible ou le programme impérial de Pierre le Grand. Pourtant, c'est sous la férule des Bolcheviks que la « Russie-Soviétique » devient un « État-monde », la polémique marxiste-léniniste pouvant être analysée comme une « religion séculière »¹. Après 1945, l'URSS dirige un vaste bloc eurasiatique et développe les ambitions mondiales inhérentes à son projet millénariste. Au plan géopolitique, Moscou atteint son apogée sous Brejnev et la domination mondiale semble à portée. Raymond Aron écrit alors son *Plaidoyer pour l'Europe décadente* (Robert Laffont, 1977). Dans la décennie suivante, le cycle de puissance se retourne. Sous l'effet des contradictions internes et du *containment* musclé de Reagan, le bloc soviétique d'abord, l'URSS ensuite se disloquent (1989-1991). *In fine*, l'issue de la Guerre froide valide les analyses à l'origine de la stratégie d'endiguement, telle qu'elle avait été définie par George Kennan dès fin de la Deuxième Guerre mondiale et les prodromes du conflit Est-Ouest.

Pourtant, le souvenir de la puissance soviétique exerce toujours une puissante emprise sur les dirigeants russes et l'on se souvient que Poutine considère la fin de l'URSS comme étant « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle » (26 avril 2005). Ce n'était pas là un simple constat clinique – négliger le versant actif de la nostalgie et la force du ressentiment serait erroné. Ce passé toujours présent, à travers les mémoires et les discours, explique l'importance du « paramètre » américain dans les représentations géopolitiques russes. Tout en se

1. Dans sa *Sociologie du communisme* (Editions Libres Hallier, 1979), Jules Monnerot attribue l'expression au sociologue allemand Spranger.

posant en interlocuteur privilégié des États-Unis sur certaines questions (voir les négociations nucléaires stratégiques), il faut s'opposer à Washington, condition *sine qua non* pour exister pleinement au plan international. C'est là un aspect de l'affaire syrienne, irréductible à sa dimension géopolitique régionale. Pour les dirigeants russes, le théâtre syrien est un abcès de fixation et un point de résistance aux Occidentaux. Il permet à la Russie de mettre en évidence son pouvoir de blocage et de retrouver un certain poids international (voir l'accord russo-américain sur le démantèlement de l'arsenal chimique de Damas, Genève le 14 septembre 2013). Le blocage de la situation s'est révélé propice au développement d'un prétendu califat islamique, à cheval sur la Syrie et l'Irak (l'« État islamique »), avec de possibles contrecoups en Russie même, plus particulièrement dans le Caucase du Nord, au Tatarstan ou dans le Bachkortostan. Au regard même des critères russes, le soutien de Moscou à Bachar Al-Assad pourrait se révéler contreproductif.

| Le jeu sur les « BRICS » et les limites du thème multipolaire

En comparaison des années 1990, il y a bien un retour de puissance de la Russie. Les années 1990 auront été celles d'une grande rétraction, la Russie retrouvant les limites qui étaient les siennes au XVI^e siècle, en Europe à tout le moins, car il faut y ajouter la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, soit plus des trois quarts du territoire de la Russie. Sur le plan diplomatique, son influence est alors réduite et la guerre au Kosovo (mars-juin 1999) marque un point bas. Depuis, la diplomatie russe a ré-émergé. Précédemment évoquées, les négociations nucléaires stratégiques et la signature avec les États-Unis du traité dit « *New Start* », le 8 avril 2010, valent reconnaissance de son statut spécial. L'accord russo-américain de Genève sur le désarmement chimique de Damas et le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad, en dépit du franchissement des lignes rouges tracées par Barack Obama, la signature d'un « partenariat stratégique » entre Kiev et Moscou fin 2013 ont été présentés comme autant de victoires. La suite des événements a depuis montré qu'il fallait se défier des analyses immédiates et s'interroger sur la portée réelle de ces gains diplomatiques. Si l'on se reporte à l'Ukraine, Moscou contrôle désormais la Crimée et une partie du Donbass mais n'a pu empêcher le retournement géopolitique de l'État ukrainien (voir la signature d'un accord d'association avec l'UE et sa ratification, le 16 septembre 2014). Au Moyen-Orient, la formation d'une coalition contre l'« État islamique » et les développements de l'anarchie chaotique modifient la donne chaque jour : le retour de la Russie dans la région se limite à une alliance avec un régime engagé dans une sauvage guerre interne, alliance à laquelle il faut cependant ajouter un partenariat géopolitique étroit avec l'Iran (voir l'ambivalence de la Russie sur la question du nucléaire iranien).

Au niveau planétaire, les dirigeants russes ont travaillé à la transformation des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) – un concept initialement financier et économique forgé par Jimmy O'Neil pour désigner des aires de croissance et d'expansion –, en une plate-forme diplomatique supposée faciliter l'avènement d'un « monde multipolaire » (voir le sommet d'Ekaterinbourg, 15-16 juin 2009, le premier du genre). Parallèlement, Moscou et Pékin ont développé un « partenariat stratégique », officiellement renforcé en 2011, l'expression recouvrant un ensemble d'accords bilatéraux auxquels les deux capitales ont cherché à donner l'allure d'une alliance anti-hégémonique. Amorcé en 1996, ce partenariat sino-russe est l'axe structurant de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), hâtivement présentée comme une sorte d'OTAN eurasiatique. Pourtant, ces constants efforts diplomatiques ne signifient pas que la Russie ait pris la tête d'un quelconque front des émergents. D'une part, lesdits « émergents » ne forment pas un ensemble spatial et politique cohérent : les situations sont hétérogènes, les modèles de croissance divergent et les clivages géopolitiques sont multiples. D'autre part, la sinophilie des dirigeants russes ne saurait dissimuler la profonde modification des rapports de pouvoir entre ces deux pays, certes « partenaires » mais non point alliés. De l'avis de beaucoup, le contrat gazier signé le 21 mai 2014 entérine cette dissymétrie. Enfin, la rhétorique multipolaire s'est révélée être un discours autoréférentiel, les puissances dites émergentes n'ayant ni la volonté ni les moyens d'assumer de nouvelles responsabilités internationales. Du fait des différences de trajectoire entre les économies ainsi désignées, le concept de « pays émergents » est lui-même remis en cause.

| Les bases de la puissance russe

La question des rapports sino-russes, et le resserrement des liens énergétiques entre les deux pays, mène à celle des bases sur lesquelles repose la puissance de la Russie. Si la Russie, pour les grands exportateurs mondiaux, présente les caractéristiques d'un marché porteur, elle n'est pas une économie émergente. Avant même que l'affaire ukrainienne et ses conséquences ne détériorent la situation, le climat des affaires était maussade, l'insécurité juridique et la corruption à grande échelle, maux inhérents au « système russe », limitant les

investissements extérieurs et incitant à la fuite des capitaux. Mise à l'actif de Vladimir Poutine, la forte croissance économique des années 2000 était tirée par l'exportation de produits de base, pétrole et gaz principalement, et l'envolée des cours pendant ces mêmes années, avec en toile de fond la guerre d'Irak, explique l'expansion économique de la période 2000-2007. La conjoncture a été mise à profit pour désendetter le pays mais la nature même du système russe – un régime autoritaire-patrimonial doublé d'une forme de capitalisme monopolistique d'État – interdit les réformes structurelles que requiert le franchissement de nouveaux seuils. Avec le retournement du cycle que vit le « monde des émergents », la Russie est désormais en stagnation et son économie de commande ne porte pas à l'innovation². Les sanctions prises par les Occidentaux en raison de la guerre menée par la Russie à l'Ukraine viennent aggraver les difficultés de l'économie russe, avec un réel impact mais une efficacité encore incertaine sur les calculs du Kremlin et les décisions du pouvoir : c'est dans le temps que les sanctions économiques portent tous leurs effets et la partie géopolitique se joue dans la durée³. A l'évidence, l'épreuve ne se limite pas au terrain de la géoéconomie (voir l'épreuve militaire dans le Donbass et la consolidation de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN).

Certes, l'énergie est un facteur de puissance et elle est perçue comme telle par le Kremlin qui utilise le levier des exportations à des fins politiques : l'Ukraine et quelques autres en ont subi les conséquences et, dans les mois à venir, une nouvelle « guerre du gaz » d'envergure européenne ne saurait être exclue (le Commissaire européen à l'énergie travaille à un nouvel accord russo-ukrainien mais la négociation n'a pas encore abouti). Cela dit, si l'on raisonne en dynamique, les renouvellements de la géopolitique énergétique mondiale (voir la « révolution du gaz de schiste » et l'émergence d'un marché global) devraient relativiser les avantages comparatifs de la Russie. Pour maintenir leur niveau de production, les groupes énergétiques russes auront à mobiliser d'énormes capitaux, ce qui nous renvoie aux sanctions occidentales (voir les limitations d'accès aux marchés financiers). Sur le plan militaire, la décision de relancer les dépenses a été prise et un vaste programme d'équipement est en cours (horizon 2020). Pourtant, l'espace est un facteur de dilution de la puissance militaire russe, d'où la volonté de Moscou d'assurer ses arrières en Asie, et il faudrait que l'économie russe soit capable de financer cet effort dans la durée. Enfin, il manque à la politique étrangère russe une vision du monde cohérente, source de rayonnement et d'influence, qui puisse rallier un certain nombre de pays autour d'un autre modèle politique et économique. Les variations sur l'eurasisme, l'« orthodoxie rouge » et l'identité slave-orthodoxe visent à organiser le consentement de la population russe ; cette proto-idéologie n'a pas de réelle force à l'exportation et n'abuse pas grand monde. Nous ne sommes plus à l'époque de l'« opium des intellectuels⁴ » et ne sont abusés que ceux qui veulent bien l'être. Concrètement, la diplomatie russe joue principalement sur l'antiaméricanisme, la haine de l'Occident et des solidarités mécaniques entre régimes autoritaires menacés par les conséquences politiques de la mondialisation-globalisation.

| Le « *Heartland* » : une autre échelle de puissance

| Le discours du « *Heartland* » comme palliatif idéologique

Si l'on résume, la Russie n'est pas à la tête d'un véritable système d'alliances, l'économie russe n'a pas été réformée et n'a pas trouvé sa place dans la division internationale du travail, sinon comme exportateur de produits bruts, et le retard militaire persiste sur le plan des équipements (le modèle de guerre hybride pratiqué en Ukraine révèle cependant de réels progrès tactiques et opératifs). En d'autres termes et en regard de ces critères, la Russie n'est pas une puissance de premier ordre, la place occupée sur la scène internationale reposant d'abord sur une diplomatie de l'obstruction. Il faut donc considérer d'autres ordres de grandeur, les nombreuses références russes au « *Heartland* » conduisant à l'examen des rapports de puissance à l'intérieur de l'Ancien Monde. Dans l'œuvre de Halford Mackinder, de Nicholas Spykman et de leurs continuateurs, le *Heartland* désigne le « pivot continental » appelé à dominer le *Rimland*, c'est à dire le « croissant périphérique » constitué par les grandes

2. L'expression d'économie de commande a d'abord été utilisée par Franz Neumann pour désigner le système économique national-socialiste (voir *Behemoth : The structure and Practice of National Socialism*, 1942). Elle a ensuite été appliquée au système soviétique par Gregory Grossman dans « Notes for a Theory of the Command Economy », *Soviet Studies*, n°15, octobre 1963.

3. L'Américain Clifford Gaddy qualifie ce type d'économie, frustrée et de structure primitive mais capable de s'adapter à des conditions difficiles, d'« économie-cafard ».

4. L'« opium » des intellectuels est le titre d'un ouvrage de Raymond Aron (Gallimard, 1955) mais Ludwig von Mises est le premier à avoir ainsi désigné le marxisme-léninisme et ses effets sur l'*intelligentsia* occidentale, in *Le Socialisme*, publié en allemand en 1922 (1938 pour la traduction française).

péninsules de l’Ancien Monde (l’Europe, l’Asie de l’Est et Moyen-Orient). Au large, la *World Island* (l’« Île du monde ») chercherait à prendre pied sur le *Rimland*. Cette opposition entre la Terre et la Mer est notamment au cœur du néo- Eurasisme russe, ses doctrinaires se reportant plus volontiers aux travaux de Karl Haushofer (la vision d’un « bloc continental » en opposition aux Anglo-Saxons).

Cette métaphore spatiale est suggestive – la dialectique *Heartland/World Island* se veut l’expression des rapports de force entre puissance continentale et puissance maritime –, et elle a marqué durablement les esprits. On retrouve cet appareil conceptuel dans le dernier ouvrage de Robert D. Kaplan sur « la revanche de la géographie » (Editions du Toucan, 2014). Il faut pourtant souligner le fait que cette représentation globale de la scène internationale, si elle est dynamique et mobilisatrice, n’est pas une loi du monde. Par ailleurs, la formulation de telles théories était bannie en URSS, la géopolitique étant identifiée au national-socialisme et à l’hitlérisme : Staline y voyait peut-être le substrat idéologique du pacte germano-soviétique auquel il avait activement travaillé. Les choses changent avec la dislocation du bloc soviétique et la fin de l’URSS, un phénomène de grande ampleur qui est aussi un effondrement idéologique. Dans cette déroute générale, la théorie du *Heartland* vient combler le vide et il faut voir en elle, plus précisément dans l’usage qui en est fait, un palliatif idéologique censé fonder une économie de l’agir. En lieu et place du matérialisme historique (la « science de l’histoire » des marxistes-léninistes), un matérialisme géographique s’impose et tient lieu de vue-du-monde. Il fonctionne aussi comme une « psychagogie », c’est-à-dire une forme de mobilisation des esprits à des fins politiques. De manière similaire à l’Histoire et sa grande hache à l’époque des Soviets, la géopolitique porterait la promesse d’une victoire finale sur l’Occident « ploutocratique ». Méthode d’analyse des conflits de pouvoirs sur des territoires, et pour des territoires, la géopolitique est transmutée en une géomancie qui ne dit pas son nom.

| Assurer ses arrières en Asie et faire pression sur l’Europe

Selon cette vision du monde, la Russie pourrait osciller entre l’Europe et l’Asie, voire instrumentaliser l’une contre l’autre. On sait le rapport ambivalent de la Russie à l’Europe, du fait de son histoire et de sa géographie eurasiatique, à l’intersection de l’Orient et de l’Occident, et d’un ensemble de représentations géopolitiques de longue durée qui nourrissent un jeu d’attractions et de répulsions (voir les débats du XIX^e siècle entre Slavophiles et Occidentalistes). Les échanges commerciaux russo-européens sont importants (exportations russes de pétrole et de gaz contre produits manufacturés et capitaux européens) mais les modes d’organisation politique et leurs référents métapolitiques divergent. Aussi le pouvoir russe manie-t-il le discours de la « maison commune » et d’une « Grande Europe », de Lisbonne à Vladivostok, tout en se montrant hostile à l’Union européenne (UE) en tant que telle. Celle-ci est vue comme un compétiteur dans l’« étranger proche » (l’espace post-soviétique), ce que la question ukrainienne a mis en évidence. Contre l’UE, Moscou promeut une vision de l’Europe qui ne serait jamais qu’un retour au système westphalien, avec des jeux d’alliances et de contre-alliances, une telle configuration permettant à la Russie de peser de tout son poids. Alors, l’Internationale des nationalistes jetterait le masque, la « Grande Europe » se révélant *flatus vocis* (une simple « émission de voix »). Si ce discours russe trouve quelque écho en France et dans certains secteurs du champ politique, où l’on aime évoquer, sans grande réflexion stratégique et historique, l’« Europe de l’Atlantique à l’Oural »⁵, l’analyse géopolitique invite donc à ne pas se laisser tromper par la musique des mots. En fait de « Grande Europe », Moscou entend revenir à une époque antérieure faite de rivalités ouvertes et de guerres entre États européens, voire à une forme de darwinisme politique.

Le retournement de la Russie vers l’Asie-Pacifique, option fondée principalement sur le développement des relations énergétiques, est aussi souvent mentionné, le scénario tenant lieu de menace implicite à l’encontre des Occidentaux. De fait, la Russie manifeste un intérêt grandissant pour la région, mêlé d’une certaine inquiétude quant à la puissance chinoise. La volonté de renforcer l’emprise au sol, en Sibérie et dans l’Extrême-Orient russe, accompagne le partenariat avec la Chine mais elle n’a pas trouvé de traduction concrète – le pouvoir russe n’est pas à même de fonder une grande politique de développement de ces régions –, et l’essentiel de la population russe se concentre toujours plus à l’ouest de l’Oural. Les étroites relations sino-russes ont une importante dimension énergétique (pétrole et gaz), plus encore dans les années à venir (voir le contrat gazier de mai 2014), mais les volumes ne sont pas comparables à ce qui est exporté vers l’Europe. Selon les termes du contrat précédemment évoqué, les exportations vers la Chine pourraient s’élever à 20% du total exporté vers l’Europe. Par ailleurs, le développement de la présence diplomatique russe en Asie-Pacifique se heurte à la puissance de la Chine et aux positions solidement constituées des États-Unis dans la région (alliances avec le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, les Philippines ; possible « arc des démocraties et de la liberté » en Asie de l’Est et du Sud). Quant

5. Voir annexe « De l’Atlantique à l’Oural », p. 10.

aux relations de la Russie avec le Japon, elles sont encore entravées par le conflit territorial sur les Kouriles (Moscou et Tokyo n'ont toujours pas signé de traité de paix). *In fine*, la Russie n'est pas une véritable puissance du Pacifique et elle demeure à l'écart des zones de dynamisme du « Grand Océan ».

| Au Moyen-Orient : une présence limitée

Si l'on considère la projection de la Russie au Moyen-Orient, la question est dominée par la guerre en Syrie et l'appui apporté au régime de Bachar Al-Assad. Elle peut être abordée sous l'angle des rémanences soviétiques, les relations politiques et militaires entre Moscou et Damas remontant à la Guerre froide. La défection de l'Égypte, en 1973, a fait de la Syrie le principal allié de l'URSS dans la région (un traité d'amitié et de coopération est signé en 1980). Aujourd'hui, la Syrie est vue comme le dernier soutien de la Russie au Moyen-Orient et les analystes insistent sur le fait qu'elle constitue un important point d'appui dans la zone (voir le port de Tartous et les facilités dont la flotte russe y bénéficie). A l'arrière-plan de l'alliance russo-syrienne, il y a le partenariat géopolitique Moscou-Téhéran. Précisons toutefois qu'il ne faut pas exagérer le rôle de Tartous (un bâtiment-atelier et quelque 200 hommes plus qu'une base navale *stricto sensu*). De même, l'alliance avec Damas n'est pas motivée par la défense des Chrétiens d'Orient, un thème de propagande hérité de l'époque des Tsars et déjà repris pendant la période soviétique⁶. Nous sommes là dans le cadre d'une politique d'État, régie par des calculs égoïstes, en partie sous l'emprise de passions tristes: le ressentiment et la volonté de revanche. Le prétendu soutien de Moscou aux Chrétiens d'Orient n'est que celui apporté à un régime sanglant, présenté comme laïc quand l'Islam y est religion d'État. La laïcité que l'on attribue au régime syrien consiste en fait à instrumentaliser les religions les unes contre les autres et à coopter des comparses dans chacune d'entre elles.

Le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad, les palinodies d'Obama autour des lignes rouges et le rôle de Moscou dans le désarmement chimique du régime syrien signifieraient-ils le grand retour de la Russie au Moyen-Orient, une région dont les États-Unis se désengageraient ? Au vrai, le régime syrien est le dernier allié régional de Moscou, si l'on excepte le partenariat géopolitique avec l'Iran. Les avancées de la diplomatie russe au cours des années 2000 – l'Arabie saoudite avait alors appuyé l'entrée de la Russie dans l'Organisation de la coopération islamique, (OCI) en tant qu'État observateur –, ont été effacées. La Syrie et le positionnement russe dans cette affaire nous ramènent au premier point de notre développement : s'affirmer au plan mondial, en exploitant les hésitations et les reclassements de la diplomatie Obama. L'engagement d'une coalition américano-occidentale contre l'« État islamique », avec l'appui d'alliés régionaux, modifiera encore la situation géopolitique. Par ailleurs, l'inquiétude russe quant aux possibles contrecoups de la situation au Moyen-Orient sur le Caucase et le sud de la Russie (voir l'islamisme de facture sunnite et les réseaux caucasiens) ne doit pas être négligée : la Tchétchénie, le Caucase du Nord, voire les républiques musulmanes de la Volga et de l'Oural, demeurent instables. Dans l'analyse des perceptions et représentations russes, cet aspect des choses ne doit pas être minoré⁷. En retour, on développe à Moscou une vision unifiée et monolithique de l'Islam sunnite, présenté comme une menace globale, ce qui conduit à survaloriser le partenariat avec le régime chiite islamique de Téhéran, dont le programme nucléaire et le soutien au terrorisme (voir les fournitures d'armes au Hezbollah et, il y a peu encore, au Hamas), et à soutenir sans retenue n'importe quelle dictature, pourvu qu'elle s'affiche comme anti-islamiste. Cela ne va pas sans contradictions : Moscou négocie avec l'État égyptien un contrat de livraison d'armes dont le financement serait assuré par l'Arabie Saoudite, pourtant présentée par les relais de la propagande russe comme le chef de file de l'islamisme et le fourrier du jihadisme. Au vrai, la formulation idéologique de la politique russe au Moyen-Orient n'a que peu à voir avec la pratique : la thématique anti-sunnite est d'abord un argument de propagande, substitué à celui du « péril jaune », thème un temps dominant après la « grande crise » (2008) et les débuts du « *reset* » (politique de « la main tendue » de l'Administration Obama).

6. Précisons que la défense des Chrétiens d'Orient, comme celle de toutes les minorités et populations victimes du fanatisme, n'est pas une entreprise de propagande mais relève d'un combat juste et légitime. Voir « Face à l'État islamique – l'obligation de réagir », Institut Thomas More, 10 septembre 2014 (<http://www.institut-thomas-more.org/actualite/face-a-letat-islamique-lobligation-de-reagir-2.html>)

7. Chassés par l'avancée russe dans le Caucase, au XIXe siècle, de nombreux Circassiens ont alors trouvé refuge dans l'Empire ottoman, notamment dans l'actuelle Syrie, et leurs descendants entretiennent encore des relations avec leurs terres originelles.

| L'aire privilégiée de la puissance russe : l'Eurasie post-soviétique

| « Étranger proche », eurasisme et doctrine Poutine

Appréhendée dans son environnement global, la Russie doit donc composer. Sur ses limites occidentales, elle est au contact d'un système de coopération géopolitique – l'ensemble euro-atlantique (UE-OTAN) –, dont les États-Unis réassurent la sécurité. À l'est, la Chine se transforme en puissance globale, ce qui entraîne le renforcement des alliances américaines en Asie-Pacifique. Au sud, le Moyen-Orient est toujours plus complexe et polémique, et la raison politique peine à se frayer un chemin dans une région menacée par la guerre de tous contre tous (l'« état de nature » de Hobbes). Par élimination, il reste l'espace post-soviétique, celui-ci constituant l'aire privilégiée par la « grande stratégie » russe. Dans cette aire qualifiée à Moscou d'« étranger proche », Moscou revendique une sphère d'influence qui serait reconnue par les États occidentaux et les structures euro-atlantiques (UE et OTAN). Rappelons que l'expression d'« étranger proche » est utilisée à la Douma dès 1992 et vite reprise par Boris Eltsine (les officiels parlent désormais de « sphère d'intérêts privilégiés »). Dans cet « étranger proche », la Russie se pose en puissance arbitrale mais elle est partie prenante des conflits dits « gelés » (le cas de la Géorgie et celui de la Moldavie sont particulièrement significatifs). Avec la Crimée et le Donbass, deux nouveaux conflits gelés viennent s'ajouter à la Transnistrie (Moldavie), à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud (Géorgie), sans parler du Haut Karabakh (Arménie-Azerbaïdjan). Quant au rattachement de la Crimée à la Russie, il marque le franchissement d'une nouvelle étape (voir le thème de la « Nouvelle Russie ») et recèle des menaces de plus grande ampleur encore. La « doctrine Poutine » – *id est* la revendication armée d'un droit de contrôle sur les États post-soviétiques et la remise en cause des frontières, y compris par les armes –, fait de la Russie une puissance révisionniste, ce que l'amiral Castex nommait un « État perturbateur »⁸.

Corrélativement, la Russie a vu se développer un discours néo-eurasiste en phase avec les représentations géopolitiques dominantes. Les racines de l'eurasisme plongent dans le panslavisme du XIX^e siècle et les fondements ont été jetés par les « doctrines orientales » (Nicolas Danilevski, Konstantin Leontiev, Vladimir Lemanski). Alors que la Russie s'étend en Asie centrale, ceux-là conduisent une réflexion d'ensemble, sur les plans historique, philosophique et métaphysique. La Russie est vue comme un « monde du milieu » et elle est censée incarner une synthèse supérieure entre l'Orient et l'Occident. Concrètement, les « doctrinaires orientaux » sont partisans d'une union avec les peuples turco-musulmans contre la modernité occidentale. Après la Grande Guerre et le coup de force des Bolcheviks (novembre 1917), l'eurasisme proprement dit se développe dans les milieux de l'émigration blanche. Outre Nikolaï Troubetskoï, auteur du *Manifeste des Eurasistes* (Sofia, 1921), il faut mentionner Petr Savitski et George Vernadski. Les eurasistes se partagent sur la question du bolchévisme et de ses développements, certains en venant à penser que Staline a été voulu par Dieu et qu'il faut donc accepter l'URSS ainsi que son idéologie fondatrice. Sous Brejnev, l'historien et ethnographe Lev Goumilev perpétue les thèses eurasistes, reprises et outrageusement simplifiées par Alexandre Douguine et les tenants du néo-eurasisme. On peut voir dans ce surgeon un simple habillage du nationalisme grand-russe, l'idée étant de justifier les revendications sur l'« étranger proche » et le projet d'unification du « monde russe »⁹. Aussi les dirigeants du Kazakhstan et des autres républiques d'Asie centrale se défient-ils du discours eurasiste, tel qu'il est pratiqué à Moscou.

| Sens et portée de l'Union eurasiennne

La revendication géopolitique russe sur l'« étranger proche » et les discours eurasistes n'ont pu aboutir dans le cadre institutionnel de la CEI (Communauté des États indépendants), marquée par le polycentrisme et l'opposition de certains de ses membres au « réunification » du Kremlin (voir notamment, l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie ou encore l'Azerbaïdjan). Aussi la diplomatie russe privilégie-t-elle des cadres d'actions plus resserrés, à l'instar de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) et, plus spécifiquement, l'Union douanière Russie-Bielorussie-Kazakhstan. Esquissée dès 1995, cette « union » est en voie d'élargissement et son organe institutionnel est la

8. Auteur des *Théories stratégiques*, publiées entre 1929 et 1939, Raoul Castex voyait dans la dialectique entre « États conservateurs » et « États perturbateurs » l'un des ressorts de la géostratégie.

9. On sait l'insistance mise par Poutine sur le « monde russe » dans son discours relatif à l'annexion de la Crimée, prononcé au Conseil de la Fédération, le 18 mars 2014.

Communauté économique eurasiatique. L'Union douanière constitue le socle de la future Union eurasiatique dont Poutine a fait le grand projet de son troisième mandat (cf. la tribune publiée dans les *Izvestia*, le 3 octobre 2011). Elle devrait être officiellement fondée en janvier 2015 mais il est désormais évident que l'Ukraine, en conflit ouvert avec la Russie et signataire d'un accord d'association avec l'UE, ne sera pas membre de ladite union¹⁰.

Officiellement, la raison d'être d'un tel projet est la formation d'un marché commun entre les États post-soviétiques et la coordination des politiques économiques de ses membres. L'Union douanière, destinée à se fondre ensuite dans l'Union eurasiatique, serait donc le cadre institutionnel d'un eurasiatisme pragmatique, à visée strictement économique. D'aucuns osent un parallèle avec la CEE. En réalité, le projet d'Union eurasiatique est de nature stratégique et géopolitique. Sa finalité est de donner une forme institutionnelle à l'« étranger proche » et de promouvoir le « réunification » dans l'aire post-soviétique. Il n'est pas exagéré de parler d'un projet de « nouvelle URSS », repensée selon les prescriptions d'Iouri Andropov : Poutine et les cercles de pouvoir qui gravitent autour du Kremlin sont en effet animés par une logique néo-soviétique. Dans leur esprit, un tel projet permettrait simultanément de contrecarrer l'influence et l'attraction de l'UE sur les confins occidentaux, et la percée de la Chine en Asie centrale et dans le bassin de la Caspienne, Moscou et Pékin se concurrençant réciproquement dans le cadre spatial délimité par l'OCS¹¹. Au plan mondial, la constitution d'une sphère exclusive dans l'espace post-soviétique est vue comme la condition *sine qua non* d'une nouvelle ère de *derjava* et le préalable à la revanche sur l'Occident. L'Ukraine est la pierre angulaire de ce projet et des représentations géopolitiques qui l'englobent.

| L'Ukraine et la « paix froide » avec l'Europe-Occident

La volonté de contrôler et d'organiser l'« étranger proche », à travers l'Union douanière et le projet d'Union eurasiatique, constitue l'arrière-plan géopolitique de la question ukrainienne. Une fois le Parti des régions porté au pouvoir et son chef, Viktor Ianoukovitch, élu à la présidence de l'Ukraine, en février 2010, la pression de Moscou s'est alourdie. Très vite, le pouvoir ukrainien a donné des gages à Moscou en levant la candidature à l'OTAN et en renouvelant le bail de location de la base navale de Sébastopol, jusqu'en 2042. Pourtant, l'idée d'associer l'Ukraine à l'UE, dans le cadre du « partenariat oriental », n'a pas été abandonnée. Cet équilibre diplomatique entre Moscou et Bruxelles était une composante du fragile consensus ukrainien. D'une part, Ianoukovitch temporisait et semblait vouloir limiter sa participation à un poste d'observateur au sein de l'Union douanière ; d'autre part, les négociations avec l'UE se poursuivaient. On sait ce qu'il en est advenu, le gouvernement ukrainien renonçant, une semaine avant le sommet de Vilnius (27-28 novembre 2013) à l'accord d'association à l'UE pour lui préférer un « partenariat stratégique » avec Moscou (7 décembre 2013). Depuis, l'Ukraine a vécu une insurrection civique contre la « poutinisation » du régime et basculé dans une grave crise politique (fuite d'Ianoukovitch et élection d'un nouveau président). Le rattachement *manu militari* de la Crimée et un conflit armé avec la Russie – une « guerre couverte » entreprise par Moscou au moyen de groupes paramilitaires, puis une intervention militaire directe en août-septembre 2014 – ont suivi. En six mois, cette guerre a fait plus de 3600 morts. Un cessez-le-feu a bien été signé (accords de Minsk, 5 septembre 2014) mais les combats autour de l'aéroport de Donetsk et devant Marioupol continuent et, selon les chiffres de l'ONU, ils ont fait 331 morts en un mois.

Le conflit géopolitique n'est donc pas clos et, pour les hommes qui dirigent la Russie, la question ukrainienne a une dimension historique, l'expression désignant la portée historique des événements en cours, leur impact sur les destinées de la Russie. En effet, les dirigeants russes accordent une grande importance à l'Ukraine, l'argumentaire historique visant à nier le fait que l'héritage de la *Rus'* de Kiev soit à Kiev (les Ukrainiens ne seraient que de « petits Russes »). C'est aussi la possibilité d'une insurrection civique russe, sur le modèle ukrainien, que Poutine a peut-être voulu prévenir. Sans l'Ukraine, l'Union eurasiatique y gagnera peut-être sur le plan de la gouvernance – les gouvernements ukrainiens successifs n'ont pas été des partenaires faciles à l'intérieur de la CEI -, mais elle y perdra en signification. De fait, l'Union eurasiatique ressemblera moins encore à l'union slave-orthodoxe un temps rêvée et la Russie continuera de se transformer en une « Russie-Eurasie ». Ce face-à-face avec les « stan » au

10. Le traité instituant l'Union économique eurasiatique a été ratifié par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan et leurs chefs d'État respectifs ont procédé à l'échange des documents de ratification le 10 octobre 2014, à Minsk. Les deux associés de la Russie se sont efforcés de limiter la portée politique de l'Union eurasiatique et c'est le président kazakh, Noursoultan Nazarbaev, qui a obtenu qu'elle soit qualifiée d'« économique ». L'ensemble regroupe 173 millions d'habitants et représente un PIB cumulé de 1900 milliards d'euros, soit un total nettement inférieur à celui de la seule France (2160 milliards d'euros). L'Arménie devrait ensuite adhérer et Poutine, guidé par des considérations de puissance, pousse à un élargissement plus ample (Kirghizstan, Tadjikistan).

11. La compétition stratégique sino-russe est plus prononcée en Asie centrale qu'en Extrême-Orient où, comme nous l'avons vu, des formes de coopération ont été identifiées. Cette compétition reste cependant sous contrôle, Pékin et Moscou privilégiant au niveau global un étroit partenariat, voire une alliance objective contre les États-Unis.

sein de l'Union eurasiennne pourrait amplifier les contradictions propres au nationalisme grand-russe, hostile aux populations venues du Caucase et d'Asie centrale. Quant à l'Ukraine, le cessez-le-feu entérine la prise de contrôle par la Russie d'une partie de l'Est ukrainien, en sus de la Crimée précédemment rattachée. Le *statu quo* est fragile et illusoire, ce semblant de « conflit gelé » pouvant rebondir sur le terrain même et dans d'autres champs de confrontation¹². Les protagonistes du conflit russo-ukrainien sont dans une phase de temporisation, non sans combats, et d'observation réciproque. La situation est mise à profit par la partie russe pour consolider les acquis sur le terrain et jeter les bases d'un « quasi-État », une traduction concrète du discours de Poutine sur la « Nouvelle Russie ». *In fine*, les interrogations portent surtout sur les échelles de temps : le conflit armé va-t-il vite regagner en intensité ou le semblant de pause durera-t-elle encore quelques temps ?

| Conclusion

En conclusion, la vue-du-monde de Moscou renvoie aux données fondamentales et aux forces profondes de cet État-continent : l'immensité des espaces, la longue durée historique, le culte de la « *derjava* ». La Russie est une puissance solitaire – les relations avec ses partenaires les plus proches (Biélorussie et Kazakhstan) sont empreintes de défiance –, et les représentations géopolitiques des dirigeants russes sont toujours marquées par le complexe obsidional mis en évidence par Winston Churchill et quelques autres, attitude paradoxale en regard des ordres de grandeur du territoire russe (presque deux fois les États-Unis). Il est à craindre que l'ouverture de la « Route maritime du Nord » et du littoral arctique ne changeraient pas grand-chose à l'affaire. Malgré l'insertion de la Russie dans l'économie globalisée, *via* l'exportation de ses énergies fossiles et les voyages à l'étranger de nombre de ses ressortissants, ces représentations demeurent stables. Il est vrai que les citoyens russes les plus réfractaires sont nombreux à s'installer hors de Russie et sous Poutine, le nombre de ces exilés a grossi. En somme, l'ambiance intérieure est toujours marquée par l'héritage de la « Russie-Soviétique » et le chauvinisme grand-russe imprègne les mentalités.

L'omniprésence du discours de l'humiliation, parfois repris avec complaisance en Occident, appelle l'attention sur la profondeur du ressentiment en Russie et la volonté de revanche de la classe dirigeante. Si ce complexe psychologique et les représentations géopolitiques qu'il sous-tend sont largement déconnectés de la vérité historique, il ne faut certainement pas en sous-estimer la puissance. Pour ébranler une telle disposition d'esprit et l'image du monde qui en émane, il faudrait un faisceau de facteurs convergents : crise du modèle économique fondé sur la rente pétro-gazière, affaissement durable de croissance, remise en cause de l'unanimité politique intérieure. Sur la durée, l'arrogance d'une Chine sûre de sa puissance, et traitant la Russie en « *junior partner* », pourrait aussi conduire le Kremlin à infléchir sa posture. Nous n'en sommes pas là – Pékin et Moscou ont lié leurs destinées pour les trente années à venir – et c'est la continuité qui prévaut. Poutine cherche à renforcer ses appuis en Asie pour peser à l'Ouest où il mène une dangereuse politique révisionniste qui menace les fondements juridiques et moraux de l'Europe une et libre. Aux dirigeants occidentaux de conserver cette vérité à l'esprit et de maintenir une ligne de fermeté à l'encontre de Moscou, avec un appui renouvelé à l'État ukrainien, à la Géorgie et à la Moldavie, sans oublier l'Azerbaïdjan et toutes les forces qui vont dans le sens du pluralisme géopolitique de l'espace post-soviétique.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

12. Malgré un compromis établi avec la médiation de Bruxelles, le 26 septembre 2014, les négociations entre Kiev et Moscou sur la livraison de gaz naturel (prix et quantités) et le règlement de la dette contractée par Kiev vis-à-vis de Gazprom n'ont toujours pas abouti. Les exportations russes de gaz vers l'Ukraine ont été interrompues en juin dernier et Moscou menace les pays européens qui revendent à Kiev une partie des volumes importés depuis la Russie (système des « flux inversés »). La Hongrie semble avoir cédé aux pressions russes. A l'évidence, la question a une dimension paneuropéenne et n'est pas réductible à un conflit commercial.

Annexe | « De l'Atlantique à l'Oural »

On sait combien les thuriféraires de la Russie affectionnent le thème de « l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural », formule maniée comme un argument d'autorité. Du côté russe, les discours de De Gaulle qui s'y réfèrent sont souvent cités. Au vrai, cette délimitation conventionnelle de l'Europe renvoie à un tout autre contexte historique et géopolitique.

C'est au XVIII^e siècle que Vassili Tatitchev, géographe officiel de Pierre le Grand (1689-1725), place sur l'Oural la limite entre Europe et Asie. Aux plans physique, politique et culturel, ces modestes reliefs ne marquent pourtant pas une zone de rupture. Déjà, l'Empire russe s'étend jusqu'à la mer d'Okhotsk et à l'océan Pacifique. Un tel découpage relève en fait du dessein géopolitique. L'idée directrice est de poser la Russie en empire, doté d'un centre et de périphéries, à l'instar des grandes monarchies occidentales qui ont lancé leurs vaisseaux sur l'« Océan mondial » (Espagne, Portugal, Angleterre, France). Une fois l'Europe arbitrairement délimitée par l'Oural, la Russie se trouve donc à cheval sur deux continents, la Sibérie constituant le substitut aux possessions ultramarines des empires européens.

Il est vrai que De Gaulle s'est plusieurs fois reporté à cette définition géographique de l'Europe (quinze occurrences). Prenant acte de la rupture sino-soviétique – amorcée dès 1955, elle est officielle en 1963, il mise sur les ferments d'indépendance qu'il croit pressentir à l'est du rideau de fer et envisage un ordre continental fondé sur l'entente Paris-Moscou. Dans sa vision des choses, l'URSS perpétue la Russie d'antan, prétendument liée à la France par une « sympathie séculaire » et une « affinité naturelle ». *In fine*, la formation d'un système de sécurité européen, avec la France et l'URSS pour piliers, permettrait de conserver le contrôle de la question allemande. « Puisque la France n'arrivait pas à prendre l'ascendant sur l'Allemagne dans le cadre du partenariat franco-allemand et des Six, explique Georges-Henri Soutou, elle le ferait dans le cadre de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural avec l'aide de l'URSS ».

Pourtant, le second coup de Prague (août 1968) et la doctrine Brejnev de « souveraineté limitée » marquent un coup d'arrêt. La politique de « détente, entente et coopération » lancée par De Gaulle à Moscou, deux ans plus tôt, se fracasse sur le phénomène totalitaire. La représentation géopolitique d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » n'est décidément pas opératoire et c'est au terme d'une longue épreuve de force – le *containment* musclé de Ronald Reagan accélère le jeu des contradictions internes du système soviétique –, que l'URSS est défaite et se défait.

Le présent contexte n'est pas plus favorable à la « formule » de Tatitchev. Après la Guerre froide, la Russie post-soviétique semblait engagée dans une transition vers la démocratie de marché et elle faisait figure de partenaire naturel de l'Occident. Cette idée a persisté après l'instauration d'une « verticale du pouvoir », une expression antérieure à Poutine que l'on doit à Primakov, et la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Vladimir Poutine, voulait-on croire, ne cherchait qu'à rehausser son pouvoir de négociation et la place de son pays. *In fine*, son objectif n'aurait été que de rehausser les « termes de l'échange » avec l'Occident.

Le rattachement *manu militari* de la Crimée (février 2014) et la « guerre couverte » contre l'Ukraine, suivie d'une intervention armée directe en août 2014, ont décillé les yeux des dirigeants occidentaux. De fait, ce n'est pas là une mince affaire. Le revanchisme et le révisionnisme géopolitique du Kremlin ont pour triple objectif l'extension des frontières russes, la satellisation des États voisins (l'« étranger proche ») et la reconstitution d'une force d'opposition à l'Occident. Pour ce faire, Vladimir Poutine entend nouer une quasi-alliance avec la Chine, les échanges énergétiques venant renforcer la solidarité diplomatique à l'intérieur des instances internationales (voir la commune politique d'obstruction à l'intérieur du Conseil de sécurité des Nations Unies).

Une telle politique fait de la Russie un « État perturbateur » qui menace les fondements juridiques et moraux de l'ordre international public européen. La référence à la « formule » de Tatitchev n'est que le voile d'une entreprise de subversion du système de coopération géopolitique mis en place à travers l'UE et l'OTAN. Si une telle entreprise devait l'emporter, la « Grande Europe » évoquée par les nationalistes de diverses obédiences signifierait le retour à des jeux d'alliances et de contre-alliances entre les États du Vieux Continent. Dès lors, dans une Europe fragmentée et découplée de l'Amérique du Nord, la masse critique de la Russie pourrait prévaloir. L'Europe de l'Atlantique à l'Oural ? Le retour à l'Europe de 1913 ! Au vrai, De Gaulle n'envisageait la chose qu'à très long terme, avec une Russie délestée de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, revenue aux frontières de l'ancienne Moscovie.